



## Déclaration préalable CTSD du 3 septembre 2015.

Lors du dernier CTSD, nous avons dénoncé les contraintes qui pèsent sur l'Ecole : territorialisation, mise sous tutelle par les municipalités, réforme du collège, effectifs en hausse, suppressions de formations ...

En cette rentrée, l'éducation morale et civique serait la grande nouveauté. Mais s'agit-il d'enseigner le respect des enseignant-e-s ? La mise en place d'un service public qui permette de pallier les difficultés sociales et scolaires ? La possibilité pour tous les jeunes d'accéder à une formation même si leurs parents sont chassés de leur pays par la guerre ou la situation économique ? Nous cherchons en vain le moral et le civique dans la politique gouvernementale.

Nous cherchons aussi le moral et le civique dans les politiques locales. La FSU continuera à dénoncer les pratiques de maires qui conduisent à l'éviction d'une partie de la population scolaire des écoles, les pratiques qui visent à bâillonner les enseignants et les parents qui se mobilisent pour l'école.

Les incertitudes liées aux mesures de carte scolaire ont des conséquences pour tous les élèves et notamment les enfants en situation de handicap. La gestion à flux-tendu des effectifs des écoles entraîne le clientélisme scolaire et la fuite vers le privé comme à Dole Ste Ursule.

La FSU avec ses syndicats nationaux et dans le cadre de l'intersyndicale continuera à organiser l'action dans les établissements avec les collègues pour le retrait de la réforme du collège. Les personnels réaffirmeront leur revendication d'une autre réforme du collège, dès la journée de grève du 17 septembre. Ils poursuivront par une manifestation nationale à la mi-octobre si la ministre s'entête à la mettre en œuvre.

Avec les enseignants, les élus, les parents, tous les partenaires de l'Ecole, la FSU continuera à défendre un service public dont le leit-motiv ne serait pas de toujours mutualiser dans l'objectif de toujours plus d'économies mais un service public laïque de qualité de proximité qui garantit l'égalité sur tout le territoire.

Enfin, nous exigeons la fin du gel du point d'indice pour tous les fonctionnaires et des rémunérations décentes pour tous les salariés du public comme du privé. Contre la politique d'austérité du gouvernement, les Macron-neries nous continuerons à agir dans l'unité la plus large possible le 8 octobre pour construire un autre avenir social et économique.